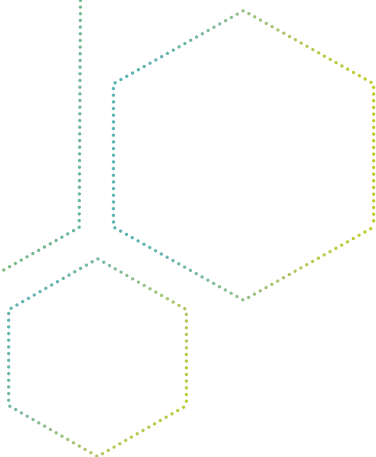




**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

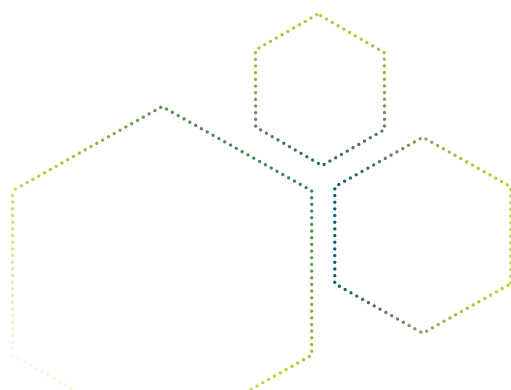


---

## Outil de veille des médias français

---

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P.) COMMUN AUX DEUX LOTS



# SOMMAIRE



1	Objet Des MARCHES	4
2	ALLOTISSEMENT	4
3	PROCEDURE ET Forme Des MARCHES	4
4	Durée DES MARCHES	5
5	DECLenchement DES PRESTATIONS	5
5.1	Partie forfaitaire	5
5.3	Partie unitaire à bons de commande	5
5.2	Partie unitaire dite sur relevés	5
6	BONS DE COMMANDE	5
7	VERIFICATIONS ET ADMISSIONS	6
8	PRIX DU MARCHE	6
9.1	Contenu des prix	6
9.2	Variation dans les prix	6
10	règlement des comptes	7
10.1	Remise des factures à l'INPI	7
10.2	Modalités de règlement	8
10.3	Délai global de règlement	8
11	AVANCE	8
12	pénalités	9
13	CESSION DE CRÉANCE	9
14	DISPOSITIONS RELATIVES AUX SOUS-TRAITANTS	10
15.1	Désignation d'un (ou de) sous-traitant(s) en cours de marché	10
15.2	Modalités de paiement direct	10
15	Plan d'Assurance Qualité Fournisseur	11
16	OBLIGATIONS du titulaire	11
16.1	Correspondant de l'INPI	11
16.2	Transfert des droits et obligations du titulaire	11
17	TRAITEMENT DES DONNÉES PERSONNELLES	11
18	Propriété intellectuelle	11
19	DOCUMENTS À PRODUIRE	11
20	DISPOSITIONS applicables en cas de titulaire Étranger	12
21	Résiliation DU MARCHE	12
23.1	Pour difficulté d'exécution des marchés	12
23.2	Pour motif d'intérêt général	12
23.3	Résiliation pour faute du titulaire	13

22	RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS ET LITIGES	13
23	TRANSFERT DES DROITS ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE	14
24	DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX	14

# 1 OBJET DES MARCHES

La présente consultation a pour objet de permettre une surveillance quotidienne et exhaustive de l'actualité « propriété intellectuelle » et « innovation » dans les médias français pour en informer l'INPI, sa direction et ses agents. Ce projet consiste à disposer d'outils de veille performants pour permettre l'automatisation des tâches de veille comme la surveillance des sources, la collecte d'informations, le traitement de l'information ou l'aide à la diffusion.

Deux fonctionnalités principales sont attendues :

- l'envoi d'alertes, paramétrées selon des mots clés, modifiables facilement ;
- la recherche d'articles, selon des mots clés.

Les prestations et leurs spécifications techniques sont décrites dans le cahier des clauses techniques particulières de chaque lot.

## 2 ALLOTISSEMENT

Les prestations font l'objet de deux lots, traités en marchés distincts :

- Lot n°1 : Veille presse écrite et en ligne
- Lot n°2 : Veille audiovisuelle (TV et radio).

## 3 PROCEDURE ET FORME DES MARCHES

Chaque marché est conclu selon une procédure adaptée, en application des articles L. 2123-1, R. 2123-1 et R. 2123-4 à R. 2123-7 du code de la commande publique.

### **Lot n°1 Veille presse écrite et en ligne**

Le présent marché est composite comprenant :

- une partie ordinaire, traitée à prix forfaitaires fixés dans l'acte d'engagement
- une partie unitaire traitée en accord-cadre mono-attributaire à bons de commande, conclu en application des dispositions de l'article L 2125-1 1° et des articles R. 2162-1 à R. 2162-6 et R. 2162-13 à R. 2162-14 du code de la commande publique, conformément au bordereau des prix unitaires (BPU).

Les seuils de commandes, pour la partie traitée en accord-cadre sont les suivants :

- sans montant minimum annuel,
- montant maximum annuel : 3 000€ HT.
- une partie ordinaire, traitée à prix unitaires fixés au BPU, dite « sur relevé ».

### **Lot n°2 : Veille audiovisuelle (TV et radio)**

Le présent marché est composite comprenant :

- une partie ordinaire, traitée à prix forfaitaires fixés dans l'acte d'engagement,
- une partie unitaire traitée en accord-cadre mono-attributaire à bons de commande, conclu en application des dispositions de l'article L 2125-1 1° et des articles R. 2162-1 à R. 2162-6 et R. 2162-13 à R. 2162-14 du code de la commande publique, conformément au bordereau des prix unitaires (BPU).

Les seuils de commandes, pour la partie traitée en accord-cadre sont les suivants :

- sans montant minimum annuel,
- montant maximum annuel : 3 000 € HT.
- une partie ordinaire, traitée à prix unitaires fixés au BPU, dite « sur relevé ».

## 4 DUREE DES MARCHES

Chaque marché est conclu pour une durée initiale d'un (1) an à compter du 07 avril 2026, ou de sa date de notification si celle-ci est postérieure.

Il sera reconduit tacitement par périodes d'un (1) an.

Sa durée totale ne pourra pas excéder quatre (4) ans.

L'INPI pourra prendre, chaque année et au plus tard dans un délai de 120 jours avant la fin de la période annuelle, la décision de ne pas reconduire le marché, sans que le titulaire de celui-ci puisse la refuser.

## 5 DECLENCHEMENT DES PRESTATIONS

### 5.1 Partie forfaitaire

Le forfait n°1 débute le 28 avril 2026 jusqu'à la date anniversaire du marché.

Pour les années suivantes, en cas de reconduction, il est prévu un forfait n°2 d'une durée de 12 mois, renouvelable chaque année à la date anniversaire du marché.

### 5.3 Partie unitaire à bons de commande

Certaines prestations, listées au BPU, s'exécutent par bons de commande émis au fur et à mesure des besoins.

### 5.2 Partie unitaire dite sur relevés

Certaines prestations, listées au BPU, s'exécutent sur relevés, sans qu'il soit nécessaire d'émettre un bon de commande.

Les prestations donneront lieu à des relevés mensuels qui déclencheront la facturation.

## 6 BONS DE COMMANDE

Chaque bon de commande précisera a minima les informations suivantes :

- les références du marché ;
- la date et le numéro de la commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- le détail des prix unitaires par référence au bordereau des prix;
- le montant total de la commande incluant le prix HT, TTC, ainsi que le montant de la TVA ;
- l'adresse de facturation.

Chaque bon de commande engage le titulaire sur les résultats attendus et les délais d'exécution.

Les bons de commandes seront établis pendant toute la durée du marché. Ils seront établis par le pouvoir adjudicateur ou son représentant légal, et seront notifiés au titulaire par tout moyen permettant de déterminer leur date de réception.

Le délai d'exécution du bon de commande part à compter de sa date de notification.  
Seules les prestations réellement réalisées feront l'objet d'un paiement.

## 7 VERIFICATIONS ET ADMISSIONS

Les vérifications et admissions conditionnent le paiement des prestations acceptées.

Les dispositions du CCTP ainsi que les différentes étapes de vérification prévues au C.C.A.G.-F.C.S. s'appliquent.

Les dispositions relatives aux vérifications quantitatives et qualitatives du CCTP et celles prévues aux articles 28 et 29 du C.C.A.G.-F.C.S. sont applicables.

Conformément aux dispositions de l'article 30.1 du C.C.A.G.-F.C.S., le pouvoir adjudicateur prononce l'admission des prestations, si elles répondent aux stipulations du marché.

L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission.

En cas d'ajournement, réfaction ou rejet, les dispositions de l'article 30 du C.C.A.G.-F.C.S sont applicables.

## 8 PRIX DU MARCHÉ

### 9.1 Contenu des prix

Les prix sont hors TVA. Ils comprennent tous les frais et dépenses nécessaires à l'exécution du marché.

### 9.2 Variation dans les prix

#### 9.2.1 Révision des prix

Le forfait 2 et les prix du bordereau des prix unitaires sont fermes la première année, puis révisibles annuellement.

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise des plis. Ce mois est appelé "mois zéro" ou Mo.

Ces prix sont révisibles selon la formule suivante :

$$C_n = 0,15 + \frac{SYN}{SYN_0}$$

Dans laquelle :

- $C_n$  est le prix révisé
- $SYN_0$  est la valeur, au mois zéro, de l'indice Syntec (honoraires des salariés de la chambre syndicale des sociétés d'études et de conseil),
- $SYN$  est la dernière valeur connue de cet indice au moment de la révision des prix.

Par dérogation à l'article 10.2.3 du C.C.A.G.-F.C.S pour chacun de ces calculs, les arrondis seront traités de la façon suivante :

- si la quatrième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la troisième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;

- si la quatrième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la troisième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Par dérogation à l'article 10.2.1 du C.C.A.G.-F.C.S. les révisions de prix sont applicables aux factures ultérieures concernant les prestations forfaitaires, débutant à compter de la deuxième année d'exécution du marché, et aux bons de commande notifiés après la réception des nouveaux tarifs, sous réserve de la validation des prix par l'INPI.

### **Procédure de variation des prix**

Le titulaire s'engage à transmettre au moins **un (1) mois** avant la reconduction du marché, les prix révisés représentant son résultat du calcul, par courrier électronique avec accusé de réception, à l'adresse électronique suivante : [revision.prix@inpi.fr](mailto:revision.prix@inpi.fr)

L'INPI peut dans un délai d'un (1) mois contester ledit résultat et adresser son propre résultat de calcul. Le titulaire aura alors dans un délai de 7 jours la possibilité de l'accepter, cette acceptation étant acquise dans son silence, ou d'apporter tous éléments pour justifier le résultat de son calcul initial ou le corriger.

#### *9.2.2 Clause de sauvegarde*

L'INPI se réserve le droit de résilier sans indemnité le marché si le changement de tarif conduit, sur un an, à périmètre constant, à une augmentation des dépenses supérieure à 3%.

## **10 RÈGLEMENT DES COMPTES**

### **10.1 Remise des factures à l'INPI**

#### *10.1.1 Facturation électronique*

Chaque bon de commande donnera lieu à l'émission d'une facture distincte.

Conformément à la loi du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'État Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Au choix du titulaire, cette transmission est effectuée selon l'une des trois modalités suivantes :

- Par flux d'échange de données informatisées. Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>
- Par dépôt au format PDF
- Par saisie en ligne dans le portail <https://portail.dgfi.fr/cpp/>

Les informations permettant de déposer les factures sur Chorus portail pro sont les suivantes :

- Siret : n° 18008001200248 ;
- Code service Chorus Pro : FFCOMM;
- Engagement(s) :
  - Pour les prestations à prix forfaitaire : Engagement juridique (la numérotation vous sera précisée lors de la notification) : EJ/SF/... /.....
  - Pour les prestations à bons de commande : les informations sont référencées sur chaque bon de commande – dans le cartouche Facturation électronique « Références Chorus Pro » ;
  - Pour les prestations sur relevé : création d'un engagement technique (sans incidence budgétaire) : (la numérotation vous sera précisée après de la notification) : CT/SF/ ...../.....
- Numéro de marché (la numérotation vous sera précisée lors de la notification) : 2025/00.

Ces informations devront également figurer dans l'entête de la demande de paiement.

Outre les mentions obligatoires réglementaires, chaque facture mentionnera les indications suivantes :

- la désignation des parties contractantes du marché (titulaire et pouvoir adjudicateur),
- l'objet succinct du marché,
- la nature, le prix des prestations réalisées et la phase d'exécution correspondante,
- le montant total hors taxes,
- le montant de la TVA, suivant le taux en vigueur,
- le montant total TTC.

## 10.2 Modalités de règlement

Le paiement des sommes dues au titulaire au titre de chaque marché s'effectue sur présentation de factures, suivant les règles de la comptabilité publique et par virement administratif. Le paiement interviendra selon les périodicités suivantes :

### **Prestations traitées à prix forfaitaires**

Le paiement de l'abonnement est effectué annuellement, à la date anniversaire du marché.

Le paiement de l'abonnement de la première année est effectué à terme à échoir.

### **Acomptes**

Le paiement des acomptes s'effectue trimestriellement (ou mensuellement si le titulaire entre dans les catégories des PME / artisan telle qu'elles sont définies par l'article R. 2151-13 du code de la commande publique ou bien une SCOP ou une entreprise adaptée et, pour les marchés de fournitures ou de services, s'il en a fait la demande à l'article 10.3 de l'acte d'engagement), à terme échu, au prorata du montant annuel de la prestation concernée.

### **Prestations traitées à bons de commandes**

Les prestations réalisées sur bons de commande sont réglées selon les modalités de règlement fixées dans le bon de commande, ou, à défaut, après service fait.

Selon qu'il sera isolé ou partie d'une prestation globale, le règlement sera considéré comme acompte ou paiement partiel définitif.

### **Prestations sur relevés**

Le paiement des prestations sur relevé est effectué mensuellement, à terme échu.

Les prestations doivent faire l'objet d'un relevé de consommation mensuel, à l'appui de la facture. L'INPI dispose d'un délai de 15 jours à compter de sa réception, pour procéder à la vérification de ce relevé. Passé ce délai, le relevé est réputé admis.

## 10.3 Délai global de règlement

Le délai global de règlement des sommes dues est fixé à 30 jours maximum à compter de la date de réception de la facture par l'INPI, en application des dispositions L.2192-10 et R.2192-10 du Code de la commande publique.

# 11 AVANCE

Sans objet.



## 12 PÉNALITES

Préalablement à l'application des pénalités, le pouvoir adjudicateur adressera un courrier recommandé à l'entreprise. Celle-ci aura un délai de 15 jours pour faire parvenir ses éventuelles observations. A défaut, les pénalités seront appliquées de plein droit.

Si des observations motivées sont transmises dans le délai imparti, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apprécier si les retards sont imputables, en tout ou partie, à l'entreprise et ainsi de moduler ou non les pénalités.

Dès lors qu'un manquement ou retard est constaté entre la date prévue d'exécution de la prestation et la date effective de réalisation, le pouvoir adjudicateur a la possibilité d'appliquer les pénalités ci-dessous.

Le cumul des pénalités appliqué depuis la prise d'effet du marché, ne saurait excéder 10 % de la valeur forfaitaire annuelle HT du marché.

Par dérogation à l'article 14.1 du C.C.A.G.- F.C.S :

- Pénalité pour indisponibilité

L'outil, objet du marché, doit être accessible aux personnes de l'INPI détenant un login au minimum 99,5% du temps (temps du lundi au vendredi de 8h à 18H) par mois.

Sauf cas de force majeure, lorsque la durée d'accessibilité observée est inférieure à ce seuil, l'INPI a la possibilité d'appliquer une pénalité calculée selon la formule suivante :

$$P = \frac{R \times V}{250}$$

Dans laquelle :

$P$  = montant de la pénalité

$R$  = nombre de jours d'indisponibilité

$V$  = montants de l'abonnement annuel de la plateforme

Les pénalités seront applicables quel que soit leur montant.

Si des observations motivées sont transmises par le titulaire du marché, l'INPI se réserve le droit d'apprécier si les retards sont imputables, en tout ou partie, au titulaire et ainsi de moduler ou non les pénalités.

- Pénalité pour non-information

Le titulaire s'engage à informer l'INPI en cas de suppression ou ajout d'un nouveau titre de presse au corpus au plus tard à la fin du mois de la suppression ou de l'ajout. En cas d'omission ou de retard, l'INPI a la possibilité d'appliquer une pénalité forfaitaire de 50 euros.

- Dispositions relatives au travail dissimulé

Des pénalités peuvent être infligées au titulaire, d'un montant égal à **10 %** du montant du marché, s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du code du travail. Le montant des pénalités sera toutefois plafonné par celui des amendes encourues en application des articles L8224-1, L8224-2 et L8224-5 du code du travail.

## 13 CESSIION DE CRÉANCE

Si le titulaire souhaite céder ou nantir des créances qu'il détient sur l'INPI au titre des présents marchés, il doit demander à l'INPI la délivrance d'un certificat de cessibilité.

Ce certificat comporte notamment le montant des marchés non sous-traité par le titulaire, et doit être remis à l'organisme bénéficiaire de la cession ou du nantissement.

Une fois le certificat fourni, il ne peut en être émis d'autres exemplaires.

## 14 DISPOSITIONS RELATIVES AUX SOUS-TRAITANTS

Le titulaire pourra sous-traiter une partie de l'exécution des prestations faisant l'objet du marché dans les conditions prévues aux articles L.2193-1 à L.2193-14 et R.2193-1 à R.2193-16 du Code de la commande publique.

### 15.1 Désignation d'un (ou de) sous-traitant(s) en cours de marché

La désignation d'un (ou de) sous-traitant(s) en cours de marché est soumise à l'agrément du pouvoir adjudicateur. Elle sera formalisée par acte spécial et est subordonnée à la présentation des documents suivants, fournis par le titulaire contre récépissé ou par lettre recommandée, avec avis de réception :

- ① Une déclaration mentionnant :
  - la nature des prestations sous-traitées ;
  - le nom, la raison ou dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
  - le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
  - les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et le cas échéant, les modalités de variation de prix ;

*(Ces informations peuvent être regroupées dans un acte spécial de sous-traitance, imprimé DC4, disponible sur le site Internet du ministère de l'économie et des finances, à l'adresse suivante : [https://www2.economie.gouv.fr/files/files/directions\\_services/daj/marches\\_publics/formulaires/DC/imprimés\\_dc/DC4-2019.doc](https://www2.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/daj/marches_publics/formulaires/DC/imprimés_dc/DC4-2019.doc))*

- ② Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant.
- ③ Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.
- ④ Le certificat de cessibilité des marchés si celui-ci a été délivré par l'INPI. Le montant figurant sur ce certificat doit être modifié par l'INPI en fonction du montant sous-traité.

### 15.2 Modalités de paiement direct

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € TTC, le sous-traitant, agréé par l'INPI, est payé directement.

Le sous-traitant adresse sa facture conformément aux dispositions des articles R 2193-11 à R 2193-16 du code de la commande publique :

Article R 2193-11 : « *Le sous-traitant admis au paiement direct adresse sa demande de paiement au titulaire du marché, par tout moyen permettant d'en assurer la réception et d'en déterminer la date, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.* »

Article R 2193-12 : « *Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, à l'acheteur.* »

Article R 2193-13 : « *Passé le délai mentionné à l'article R. 2193-12, le titulaire du marché est réputé avoir accepté celles des pièces justificatives ou des parties de pièces justificatives qu'il n'a pas expressément acceptées ou refusées.* »

Article R 213-14 : « *Lorsque le sous-traitant a obtenu la preuve ou le récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande de paiement dans les conditions fixées à l'article R. 2193-11 ou qu'il dispose de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé par le titulaire, le sous-traitant adresse sa demande de paiement à l'acheteur accompagnée de cette preuve, du récépissé ou de l'avis postal.*

*L'acheteur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.* »

Article R2193-15 : « *L'acheteur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.* »

Article R 2193-16 : « Lorsque le sous-traitant utilise le portail de facturation mentionné à l'article 2 de l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, il y dépose sa demande de paiement sans autre formalité. Le titulaire dispose de quinze jours à compter de ce dépôt pour accepter ou refuser la demande de paiement sur le portail de facturation. »

Il est en outre à noter qu'en application des articles L 2192-1, L 2192-5 et L 2192-6 du code de la commande publique, le dépôt des demandes de paiement des sous-traitants, à l'instar des factures des titulaires de marchés, doit s'effectuer sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>), hormis dans le cas de marchés relatifs à des impératifs de défense ou de sécurité nationale.

## 15 PLAN D'ASSURANCE QUALITE FOURNISSEUR

Le prestataire qui est certifié Qualité fournit dans son offre un plan d'Assurance Qualité Fournisseur détaillant les actions Qualité qui seront mises en œuvre afin de vérifier la conformité du produit/service aux exigences Qualité de son périmètre d'activité.

## 16 OBLIGATIONS DU TITULAIRE

### 16.1 Correspondant de l'INPI

Le titulaire a l'obligation de nommer un responsable technique et administratif chargé de la conduite de l'exécution des prestations pour l'INPI.

Le changement de responsable technique et administratif doit être impérativement et immédiatement signalé par écrit et au préalable à l'INPI.

L'INPI s'engage à communiquer au titulaire le nom, les coordonnées professionnelles et la fonction de la personne chargée de conduire le présent marché dans les 15 jours suivants la notification du marché.

### 16.2 Transfert des droits et obligations du titulaire

Le titulaire exécute personnellement le présent marché. Aucun transfert de ses droits et obligations au profit d'un tiers ne pourra être fait sans l'autorisation préalable de l'INPI et la conclusion préalable d'un avenant. Sinon le marché pourra être résilié sans mise en demeure et sans indemnité à profit du titulaire.

## 17 TRAITEMENT DES DONNÉES PERSONNELLES

Sans objet.

## 18 PROPRIETE INTELLECTUELLE

Sans objet.

## 19 DOCUMENTS À PRODUIRE

Conformément aux dispositions des articles L.8222-1 à L.8222-3, R.8222-1, D.8222-5 ou D.8222-7 à D.8222-8 du code du travail et du décret n°2005-1334 du 27 octobre 2005, le titulaire a l'obligation de produire à l'INPI, à la **conclusion des marchés et tous les six mois** à compter de la notification des marchés, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions.

Par ailleurs, conformément aux dispositions des articles L.8254-1 à L.8254-4 du code du travail, le titulaire doit remettre lors de la conclusion des marchés, puis **tous les six mois** jusqu'à la fin des marchés, une

attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel, pour l'exécution des prestations, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

En cas de non remise des documents susmentionnés, l'INPI peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier les marchés au tort du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

## 20 DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ÉTRANGER

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

La monnaie de comptes des marchés est l'euro. Le prix libellé en euro(s) restera inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance devra comprendre une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse, ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les Tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance des marchés N° ..... du ..... ayant pour objet ..... Ceci concerne notamment la loi N° 75-1334 du 31 Décembre 1975 relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement seront libellées en euro(s) et adressées à l'entrepreneur principal; leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Toutes les correspondances que je pourrai adresser seront rédigées en français. "

Les candidats se référeront aux dispositions du titre IX, chapitre 3 du code de la commande publique pour connaître les modalités pratiques du recours à la sous-traitance.

## 21 RESILIATION DU MARCHE

L'INPI peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci dans les conditions suivantes :

### 23.1 Pour difficulté d'exécution des marchés

Lorsque le titulaire rencontre, au cours de l'exécution des prestations, des difficultés techniques particulières, dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant du marché, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché, de sa propre initiative ou à la demande du titulaire.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, le pouvoir adjudicateur résilie le marché.

### 23.2 Pour motif d'intérêt général

Lorsque le pouvoir adjudicateur résilie le marché pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations reçues, un pourcentage fixé à 5 %.

Le titulaire a droit, en outre, à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte

dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation du marché.

Ces indemnités sont portées au décompte de résiliation, sans que le titulaire ait à présenter une demande particulière à ce titre.

### 23.3 Résiliation pour faute du titulaire

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour faute du titulaire dans les cas suivants :

- a) Le titulaire contrevient aux obligations légales ou réglementaires relatives au travail ou à la protection de l'environnement ;
- b) Des moyens ont été mis à la disposition du titulaire, et celui-ci se trouve dans un des cas prévus à l'article 18.7 du C.C.A.G.- F.C.S. ;
- c) Le titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels ;
- d) Le titulaire a fait obstacle à l'exercice d'un contrôle par l'INPI dans le cadre des articles 17 et 22 du C.C.A.G.- F.C.S. ;
- e) Le titulaire a sous-traité en contrevenant aux dispositions législatives et réglementaires relatives à la sous-traitance, ou il ne respecte pas les obligations relatives aux sous-traitants mentionnées à l'article 3.6 du C.C.A.G.- F.C.S. ;
- f) Le titulaire n'a pas produit les attestations d'assurances dans les conditions prévues à l'article 9 du C.C.A.G.- F.C.S. ;
- g) Le titulaire déclare, indépendamment des cas prévus à l'article 39.1 du C.C.A.G.- F.C.S., ne pas pouvoir exécuter ses engagements ;
- h) Le titulaire n'a pas communiqué les modifications mentionnées à l'article 3.4.2 du C.C.A.G.- F.C.S. et ces modifications sont de nature à compromettre la bonne exécution ;
- i) Le titulaire s'est livré, à l'occasion de l'exécution, à des actes frauduleux ;
- j) Le titulaire ou le sous-traitant ne respecte pas les obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données nominatives et à la sécurité, conformément à l'article 5 du C.C.A.G.- F.C.S. ;
- k) Dans le cas de prestations de maintenance, l'indisponibilité est constatée pendant trente jours consécutifs ;
- l) L'utilisation des résultats par l'INPI est gravement compromise, en raison du retard pris par le titulaire dans l'exécution ;
- m) Postérieurement à la signature, le titulaire a fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale ;
- n) Postérieurement à la signature, les renseignements ou documents produits par le titulaire à l'appui de sa candidature ou exigés préalablement à l'attribution s'avèrent inexacts ;
- o) Lorsque le remplaçant de la personne désignée pour assurer la conduite des prestations est récusé en application de l'article 3.4.3., à défaut de désignation d'un nouveau remplaçant dans un délai de trente jours, ou de récusation de celui-ci dans un délai de trente jours.

Conformément à l'article 41.2 du C.C.A.G.-F.C.S, sauf dans les cas prévus aux g, i, l et m, une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été préalablement notifiée au titulaire et être restée infructueuse. Dans le cadre de la mise en demeure, l'acheteur informe le titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le titulaire.

La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec avis de réception. Sous réserve des dispositions particulières mentionnées ci-avant, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification

## 22 RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS ET LITIGES

Le tribunal compétent pour connaître de tout litige entre les parties relativement à la validité, l'interprétation et l'exécution du présent contrat est le tribunal administratif de Cergy-Pontoise, nonobstant pluralité de défendeurs ou appel en garantie même pour les procédures de référé ou sur requête.

Toutefois, si l'une des parties a l'intention d'engager une action devant le tribunal administratif, elle ne pourra le faire qu'à la condition d'avoir saisi au préalable le comité consultatif national de règlement amiable des différends ou litiges dans les conditions prévues par les articles D2197-15 à D2197-17 du Code de la commande publique.

## 23 TRANSFERT DES DROITS ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Le titulaire exécute personnellement son marché. Aucun transfert de ses droits et obligations au profit d'un tiers ne pourra être fait sans l'autorisation préalable de l'INPI et la conclusion préalable d'un avenant. A défaut, le marché pourra être résilié sans mise en demeure et sans indemnité au profit du titulaire.

## 24 DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Le présent C.C.A.P. déroge au C.C.A.G.-F.C.S. conformément au tableau ci-dessous :

Article(s) par lesquels sont introduites ces dérogations	Article(s) du C.C.A.G.-F.C.S. au(x)quel(s) il est dérogé
8	23 à 25
9.2	10.2.3, 10.2.1
13	14, 14.1.3



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



[www.inpi.fr](http://www.inpi.fr)



INPI Direct

+33 (0)1 56 65 89 98



INPI France

**inpi**  
FRANCE